

Lutte de classe

La négociation n'est-elle pas déjà la négation de la lutte des classes ?

Je vous propose une lecture critique de l'éditorial de Gluckstein paru dans le numéro d'*Informations ouvrières* du 3 janvier.

Il a construit son argumentation autour de la définition de deux expressions : « *négociier* » et le « *dialogue social* » pour finalement nous vendre sa camelote habituelle populiste et abstraite : la défense de la démocratie et la rupture avec l'Union européenne. Comment s'y est-il pris cette fois-ci ? Comme d'habitude : premièrement en commettant une abstraction, deuxièmement en procédant par omission, les deux étant liés et devant servir à justifier la ligne politique du PT.

Pour commencer il donne une définition du verbe négocier tiré du *Robert* : « *établir, régler (un accord) entre deux parties* » qu'il compare ensuite à la loi de février 2007 sur le dialogue social. Dans le *Larousse* (électronique) on trouve une définition plus appropriée à notre sujet puisqu'elle contient un dérivatif d'un synonyme de dialogue, *discuter* : « *Traiter, discuter en vue d'un accord* ». Une proximité de sens un peu trop évidente qui pourrait faire naître un doute dans la tête des militants qui cherchent à comprendre.

Une fois avancée la définition étymologique du verbe négocier, il va s'employer à nous en expliquer le mécanisme en comparant différentes situations, en nous faisant croire qu'elles seraient similaires alors que ce n'est pas tout à fait le cas, pour conclure que le bénéficiaire d'une négociation ne ferait que profiter d'un rapport de forces favorable, ce qui est faux sur le fond, car en réalité les différents acteurs en présence ne disposent pas des mêmes droits : les termes du contrat ou de la négociation sont toujours fixés par la partie qui détient l'offre (le vendeur) ou le pouvoir (le patron ou le gouvernement) aussi longtemps que leurs rapports ne sont pas inversés.

Reprenons ces deux exemples en remettant les choses à leur place.

Dans le cas d'une négociation commerciale, c'est le vendeur qui vous propose une marchandise ou un service, l'offre vient donc du patron, il est libre de vous vendre le produit que vous voulez acquérir au prix qu'il aura fixé en dernier lieu, vous ne pouvez pas le contraindre à vous le vendre moins cher, ni même à un prix supérieur à celui qu'il vous proposait s'il a décidé de le conserver pour une raison quelconque. C'est donc bien à lui que revient le privilège de fixer l'issue de la négociation.

De la même manière, dans le cadre d'une négociation salariale, c'est le patron qui détient la clé de la négociation et non le salarié, sauf à laisser entrevoir la possibilité d'une grève, mais Gluckstein n'y fait pas référence, laissons-la donc de côté pour le moment. Si les rapports semblent inversés par rapport à une négociation commerciale, l'issue demeure la même. C'est bien le patron qui détient le privilège d'accorder ou non une augmentation de salaire, le droit du salarié consiste seulement à l'accepter sans la juger pour autant suffisante ou la refuser si elle lui paraît inacceptable, dans tous les cas de figure, comme dans le cas de notre acheteur, s'il a l'impression d'avoir fait une bonne affaire et de s'en être bien tiré, ce n'est qu'une illusion trompeuse.

En résumé, ni le travailleur sous la forme du consommateur ni le travailleur sous la forme de l'esclave salarié n'est finalement libre de fixer le prix d'une marchandise au cours d'une négociation, en définitif : la force de travail qu'elle contient.

Maintenant si le processus de la négociation conduit à un compromis, il faut en déterminer la valeur pour les deux parties en présence. Nous avons vu que la négociation ne pouvait se dérouler finalement qu'au détriment du travailleur, au profit du patron, tout simplement parce que leurs rapports (de classe et d'exploitation) n'ont été inversés à aucun moment contrairement aux apparences.

C'est justement là qu'il y a tromperie sur la marchandise si je puis dire, car à partir du moment où l'acheteur ou le salarié croit avoir fait une bonne affaire, où il tire satisfaction de cette négociation, il tend à s'en satisfaire sans réfléchir davantage à sa signification réelle, à ce qu'elle recouvre. Sans s'en apercevoir ou sans en avoir parfaitement conscience, il est lié à son patron par un rapport de servitude bien réel, d'autant plus solide qu'il le reproduit et l'entretient par son ignorance... Pour rompre cette spirale infernale ou ce lien invisible qui l'enchaîne au capitaliste et qui pour le coup ne peut mener qu'au corporatisme, il n'a pas d'autre possibilité que de prendre conscience des rapports sociaux d'exploitation dont il est l'unique victime. Comment pourrait-il y parvenir puisque l'objectif de l'abolition du salariat et du patronat (Charte d'Amiens) a été abandonné depuis des lustres par la très grande majorité des militants syndicaux ?

D'ailleurs, si l'on prend le temps de lire attentivement l'éditorial de Gluckstein, on se rend compte que non seulement il magnifie au possible le rôle des négociations, pire encore, il oublie volontairement le rôle profondément néfaste que jouent en permanence les dirigeants syndicaux aux côtés du gouvernement et du Medef. Il prend la précaution de nous rappeler que « *la négociation, au sens plein du terme, n'est rien d'autre qu'un moment dans la lutte des classes.* », en omettant de préciser que la négociation avait servi pendant près de 25 ans à remettre en cause ou liquider nos acquis et nos droits sociaux et à faire passer une multitude de mesures anti-ouvrières inscrites au programme des différents gouvernements réactionnaires qui s'étaient succédés, le tout grâce à la trahison des dirigeants syndicaux que soutenait le PT, en votant par exemple les résolutions de la direction confédérale de FO.

La négociation est le moyen élémentaire par lequel les réformistes de tous poils ont attelé le mouvement ouvrier au char de l'impérialisme roulant vers l'abîme.

Pour bien faire, on devrait dire que la négociation est déjà la négation de la lutte de classe du prolétariat, sa soumission à l'ordre établi, car au lieu de se mobiliser pour défendre ses intérêts, il accepte de s'en remettre à un compromis avec son ennemi, le capitaliste. Chacun sait parfaitement que la plupart des travailleurs ne bougent pas et attendent tout des négociations avec le gouvernement ou le patronat là où existent des syndicats.

Question : les dirigeants syndicaux qui bradent à tour de bras nos acquis en se partageant les rôles, ne seraient-ils pas par hasard des composantes de la lutte des classes ? Ne sont-ils pas les principaux fossoyeurs de la lutte de classe du prolétariat qu'ils s'emploient à pourrir, en allant jusqu'à mettre en péril les syndicats ? Si l'on affirme que c'est l'Union européenne, Sarkozy et son gouvernement antisocial qui sont responsables de cette situation, il faut leur adjoindre les dirigeants syndicaux. Pourquoi chercher à tout prix à les épargner ? A quel jeu joue le PT ?

Réponse : Voyez-vous, les dirigeants syndicaux peuvent défendre sincèrement les intérêts des travailleurs lors des négociations avec le gouvernement et le Medef, mais quand il s'agit du dialogue social, là ils sont pris au « *piège* » telles des victimes innocentes, le terme est de Gluckstein lui-même et a été repris à plusieurs reprises dans des numéros précédents d'*Informations ouvrières*, il faut donc leur venir en aide aussi discrètement que possible pour qu'ils n'y tombent point, au nom bien sûr de la défense de l'indépendance des syndicats, alors dans le cas présent, le mieux n'est-il pas d'opposer la négociation au dialogue social au moyen d'une abstraction pour camoufler leur rôle infâme et leur offrir par avance une porte de sortie honorable... comme par exemple lors de la trahison de la dernière grève des cheminots ? En opposant la négociation au dialogue sociale, il devait penser qu'on lui donnerait forcément raison, il s'est trompé. Il a raison théoriquement, dans la pratique, sa démonstration est à la hauteur de ses intentions : profondément opportuniste et néfaste pour le mouvement ouvrier.

En dernière analyse, le dialogue social n'est rien d'autre que le prolongement naturel du processus de négociation au cours duquel les classes ont accepté de sceller leurs intérêts réciproques par un accord. C'est la base sociale sur lequel repose le réformisme qui a gangrené le mouvement ouvrier.

Camarades, vous êtes-vous déjà posés la question suivante : imaginons un instant que les dirigeants syndicaux n'auraient jamais eu recours à des négociations avec le patronat et les différents gouvernements depuis que les syndicats existent, que se serait-il passé, comment les rapports entre les classes auraient évolué, de quelle manière la condition ouvrière aurait pu progresser ? Je vais vous le dire : la classe ouvrière et ses syndicats n'auraient pas eu d'autre possibilité que de recourir à la mobilisation, à la grève, à la grève révolutionnaire ce qui aurait permis au prolétariat de se forger une conscience de classe indépendante, de prendre conscience de la nature du régime capitaliste pour l'abattre. Voilà ce qu'il fallait éviter à tout prix pour les capitalistes et ses valets.

Sur le même plan, on n'a pas encore abordé une question qui découle de la précédente : Qu'est-ce qui permet au gouvernement d'avancer dans la voie du dialogue social, puis du corporatisme aujourd'hui, si ce n'est justement la pratique de la collaboration de classe entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux qui dure depuis 1945 ?

Ils ont commencé à siéger après 1945 dans les organismes sociaux aux côtés du patronat, puis dans une multitude d'organismes plus ou moins institutionnels, ensuite vint la belle époque de la politique contractuelle dans les années 70, dans les années 80, le pouvoir des comités d'entreprise fut renforcé sous l'égide des patrons qui les président, ainsi que la participation, dans les années 90, les dirigeants syndicaux prirent du galon et seront chargés de missions par le gouvernement, plus tard, ils se feront conseillers auprès des entreprises, pour que leur rôle de collaborateurs de l'Etat bourgeois soit finalement institutionnalisé en février 2007, on pourrait dire normalisé officiellement.

Un fil permet de relier cette période qui s'étend sur plus de 60 ans : la subordination à chaque étape de la lutte des classes du prolétariat à l'impérialisme. Dans ces conditions, il n'y a rien de surprenant à l'ambition

du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner d'aller plus loin, d'aller au bout de cette logique que le PT ne fait que dénoncer timidement sans la combattre.

A quoi cela sert-il de reconnaître la lutte des classes ? A rien répondait Marx ! Le professeur Gluckstein qui a assurément réponse à tout répondra que nous ne sommes plus à l'époque de Marx, car voyez-vous, au milieu du XIXe siècle, les capitalistes étaient tous disposés à reconnaître les bienfaits de la lutte des classes à la suite de Ricardo et Smith car elle leur rendait un fier service, alors qu'aujourd'hui.... Baliverne d'intellectuel petit bourgeois !

Pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, la méthode de Gluckstein consiste à prendre en compte les intentions affichées par Sarkozy d'avancer plus profondément dans la voie du corporatisme, comme si elles étaient sorties du néant ou ne reposaient pas sur des rapports de collaboration de classes établis de longue date entre l'impérialisme et le réformisme. A l'inverse, je ne considère pas le corporatisme comme un fait isolé ou une abstraction, mais comme le prolongement et l'aboutissement d'un processus dialectique initié par la pratique de la négociation. Ces deux méthodes sont incompatibles.

Alors que la méthode antidialectique de Gluckstein conduit à isoler la négociation du dialogue social, puis à les opposer, pour finalement soutenir le processus des négociations dont on a bien compris tout l'intérêt qu'il représente pour les capitalistes, ma méthode au contraire consiste à combattre l'un et l'autre en montrant qu'elles sont intimement liées à des degrés différents par le même rapport de soumission du prolétariat aux intérêts de l'impérialisme. Autre conséquence de ce désaccord sur la méthode qui m'oppose à Gluckstein : partant de là, j'en arrive logiquement au constat qu'il faut rompre toutes relations avec le Medef et le gouvernement pour pouvoir mettre en œuvre une politique indépendante de la bourgeoisie, alors que le PT s'y refuse. Les militants en déduiront ce qu'ils veulent concernant la nature du parti que Gluckstein entend construire, qui n'a dors et déjà rien d'indépendant par rapport au capitalisme.

Les dirigeants syndicaux ne sont-ils pas les pires ennemis de la lutte de classe du prolétariat au sein du mouvement ouvrier, je pose cette question à Gluckstein ? Pourquoi le passez-vous obstinément sous silence ?

Le plus extraordinaire c'est qu'il ne se rend même pas compte qu'en défendant le processus des négociations, il défend justement le processus de collaboration de classes qui a conduit au dialogue social. En fait, le corporatisme était inscrit en germe dans la collaboration de classe des appareils dès 1945, voilà la vérité que Gluckstein n'a pas compris ou ne veut pas comprendre puisqu'il en redemande. Vive la négociation ! Vive la démocratie et vive la République !

Inutile de dire dans ces conditions-là que c'est le meilleur moyen pour réduire à l'impuissance toute tentative de combattre le corporatisme larvé ou bien réel. Gluckstein et le PT en ont-ils vraiment la volonté ? Il est déjà permis d'en douter fortement, et en reprenant la lecture de son éditorial, nous allons en avoir confirmation.

Quand il écrit que les « *négociation entre les représentants de l'un (les syndicats ouvriers) et les représentants de l'autre (le syndicat patronal et-ou l'Etat) débouchera, éventuellement, en fonction du rapport des forces, sur un prix de compromis.* », les travailleurs et militants sont donc sensés comprendre que les délégués syndicaux défendent réellement les intérêts des travailleurs à défaut du contraire, une nouvelle fois et je suis désolé de le constater, Gluckstein se fait d'avance le complice de leurs prochaines trahisons. Mieux, il signe son crime puisqu'il indique que le résultat de la négociation dépend d'un « *rapport des forces* », alors qu'en principe - en admettant le cadre de la négociation, son résultat devrait être conforme uniquement aux revendications du prolétariat, le faire dépendre d'un autre facteur, ici d'un *rapport de forces*, c'est déjà admettre qu'on pourrait se retrouver en présence d'un résultat défavorable, ce qui est totalement inacceptable, car rien ne pourrait le légitimer, sauf le fait de concevoir de devoir prendre en compte les intérêts du capitalisme, ce qui constitue un début de capitulation.

La seule négociation envisageable avec le patronat et le gouvernement ne devrait intervenir qu'à l'issue d'une grève après avoir contraint l'ennemi à mettre un genou à terre dès lors que la mobilisation ou la situation ne permettait pas d'aller plus loin.

Légitimer la négociation dans tous les cas de figure, c'est déjà légitimer l'existence du capitalisme. Légitimer aujourd'hui des négociations avec le gouvernement, c'est s'employer à légitimer Sarkozy, c'est déjà soutenir le gouvernement.

Si Gluckstein avait l'habitude d'aller au bout de ses analyses, il ne commettrait certainement pas ce genre de maladresse qui dévoile au passage sa fâcheuse tendance à l'opportunisme, ou il est un piètre pédagogue tout dépend sous quel angle on se place.

Le comble, c'est qu'il a identifié la lutte de classe du prolétariat à la négociation, à croire que c'est le seul moyen dont il dispose pour défendre ses intérêts distincts de classe, et au-delà pour en finir avec les

institutions de la Ve République et le capitalisme, car dans bien des cas le processus électoral est doué des mêmes vertus anesthésiantes que celui de la négociation.

La négociation sous l'égide des dirigeants syndicaux, c'est l'antithèse de la grève, de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, moyens par lesquelles nous devons arracher la satisfaction de nos revendications, nous devons vaincre notre ennemi de classe. La négociation participe de la confusion des genres, elle sert à neutraliser la lutte de classe du prolétariat et à le désarmer sur le terrain syndical et politique, à éviter tout affrontement direct entre les classes.

Rompre immédiatement toutes les relations avec le Medef et le gouvernement est un impératif pour le mouvement ouvrier. Une nécessité plus accessible, plus facile à réaliser mais tout aussi impérieuse que la rupture avec l'Union européenne, que seul un gouvernement issu de la mobilisation révolutionnaire des masses sera à même de concrétiser.

Le meilleur moyen de combattre contre la collaboration de classes, de combattre contre le corporatisme, de combattre contre l'Union européenne, c'est de combattre pour en finir avec la constitution et les institutions de la Ve République, avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner.

Le meilleur moyen de combattre pour défendre tous nos droits et acquis et de faire progresser la conscience de classe du prolétariat, c'est d'expliquer aux travailleurs que la satisfaction de nos besoins élémentaires est incompatible avec le maintien en place du régime capitaliste et qu'il faut construire un parti révolutionnaire pour le renverser et prendre le pouvoir.

Le combat contre le chômage, la précarité et la pauvreté est inséparable du combat pour le socialisme.

Il n'y a que les sceptiques pour continuer de penser que ce n'est pas la voie la plus directe pour vaincre.